

Quel après crise sanitaire pour les étudiants et l'enseignement supérieur ?



Éducation nationale
Enseignement supérieur
Recherche
Culture
Jeunesse et sports



Quel après crise sanitaire pour les étudiants et l'enseignement supérieur ?

La crise sanitaire que nous vivons est survenue dans un contexte de sous-investissement chronique de l'État dans son système éducatif du supérieur. Ceci est particulièrement criant dans les universités où les moyens ont stagné depuis des années alors que la démographie étudiante explosait. Ainsi, la crise que nous vivons est pour l'enseignement supérieur la goutte d'eau qui fait déborder un vase déjà bien plein.

Si l'enseignement supérieur a su s'adapter aux bouleversements induits par la crise de la COVID-19 notamment en maintenant la continuité pédagogique, les répercussions directes comme indirectes de la situation sur la formation de nos étudiants restent très importantes. En effet, l'enseignement tout à distance n'a clairement pas la même efficacité que le face à face et montre une nouvelle fois ses limites. Un autre aspect de cette crise, est qu'elle engendre inéluctablement une détresse chez les étudiants et l'épuisement de l'ensemble des personnels. Il faudra du temps pour que tous ces effets délétères soient résorbés.

Pour le SNPTES, la situation est critique et l'enseignement supérieur n'a plus de marge de manœuvre. La France doit faire face et ne plus se soustraire à l'investissement, politique et de moyens, nécessaire à l'instruction de ses citoyennes et citoyens. Cet investissement est vital si la France veut pouvoir

limiter les conséquences de la crise économique qui s'annonce.

En outre, et ce que nous apprend également la crise, c'est que nous n'étions collectivement pas préparés à affronter une telle épreuve et l'anticipation aura fait défaut tout au long de l'année écoulée. Les multiples changements des préconisations sanitaires et rétropédalages ont rendu la tâche des personnels encore plus difficile et ont accru l'anxiété chez les étudiants.

“ Si la lutte contre la pandémie est une “guerre”, la problématique posée est donc celle de réfléchir sans attendre à l'après-guerre. ”

C'est pourquoi, pour le SNPTES, il est nécessaire que les acteurs de l'enseignement supérieur et de la recherche débattent, dès maintenant, de ce que sera l'après crise. Si la lutte contre la pandémie est une “guerre”, la problématique posée est donc celle de réfléchir sans attendre à l'après-guerre. Nous devons collectivement anticiper au mieux toutes les conséquences des années de crise, peu importe

quand celle-ci sera terminée. Le SNPTES ne prétend pas ici avoir des réponses ou des solutions définitives, ni même cerner de manière exhaustive les difficultés qui nous font face. Le SNPTES entend, à la place qui est la sienne, provoquer davantage le débat sur ce qu'il nous faudra bâtir une fois cette crise derrière nous.

Cette réflexion doit être entreprise à différents niveaux. Tout d'abord, il faut envisager les moyens à mettre en œuvre pour répondre aux conséquences directes sur les étudiants de la génération impactée par la COVID-19. Des mesures devront par exemple être trouvées pour compenser les lacunes que l'enseignement tout à distance aura entraînées. Cependant, si ces mesures retardent l'insertion professionnelle des étudiants concernés, des compensations devront être assurées. Ainsi et pour chaque problème, l'ensemble des effets induits devra être appréhendé. Le SNPTES rappelle ici que, selon des études récentes, les conséquences pourraient aller jusqu'à la diminution de l'espérance de vie de cette génération de notre jeunesse [1].

Un deuxième niveau de réflexion apparaît également à nos yeux. Celui-ci concerne les changements structurels de l'enseignement supérieur et de la recherche, voire de la société, que cette crise appelle et provoque. Comme dans toutes crises, il y a pour nos sociétés la possibilité de faire de cette épreuve une opportunité d'amélioration. Pour le SNPTES, il y a par exemple un devoir de capitaliser et pérenniser une partie des outils et méthodes d'enseignement mais aussi de gestion, de simplification, mis en place à la faveur des confinements. Le seul impératif est

que toute pérennisation repose sur son utilité jugée par les personnels, donc par les professionnels de l'enseignement supérieur et de la recherche. Aucun critère autre que l'efficacité pédagogique, ou de fonctionnement des structures, ne doit prévaloir.. en particulier le critère économique !

Sur le même plan, mais de manière plus large, la place de la recherche, l'accès à la formation et aux savoirs pour les citoyennes et les citoyens sont questionnés par ce que nous traversons. Un travail de fond doit être entrepris pour rapprocher les personnels de la recherche et les citoyens et lutter contre la désinformation. Il y a un besoin impérieux de remettre la parole et la méthode scientifique, avec toute la complexité qu'elles comportent, au cœur de notre société. En parallèle, la déontologie et la responsabilisation des personnels de la recherche devront être davantage renforcées. Remettre au cœur de notre société la science implique que les citoyens puissent à chaque fois qu'ils le souhaitent, se former et l'enseignement supérieur doit continuer son ouverture vers la société.

[1] <https://jamanetwork.com/journals/jamanetworkopen/fullarticle/2772834>

Contre les conséquences directes de la crise

01

Mesures économiques et sociales :

La crise a mis en lumière les difficultés de la vie des étudiants et a fait prendre conscience au grand public de la réalité de leur vie quotidienne. La précarité étudiante existait malheureusement avant la crise sanitaire, mais elle s'est aggravée ces derniers mois. Les conditions de vie des étudiants -aspect économique et social : logement, nourriture, accès aux soins, jobs étudiants, accès au numérique et équipement, aspect psychologique- devront durablement être améliorées. Cette précarité doit donc être combattue et la question d'un revenu universel étudiant se pose plus que jamais.

Malgré la résilience de notre jeunesse et sa capacité à se mobiliser (distribution alimentaire, mise en place de réseaux virtuels, etc.), la crise a indéniablement provoqué un affaiblissement de la vie associative des étudiants. Cet appauvrissement des activités associatives a plusieurs conséquences : elle conduit à la dégradation de la santé mentale des étudiants, fait perdre un moyen d'acquérir des compétences supplémentaires et est préjudiciable à la création de liens favorisant l'insertion professionnelle. Une aide sociale et psychologique peut être mise en place à court terme mais il faut trouver des solutions pérennes pour lutter contre l'isolement, la démotivation et la difficulté à se projeter. Bien que ces éléments aient été exacerbés par cette crise, ceux-ci resteront prégnants après celle-ci.

- ▷ mettre en place un revenu étudiant pour tous les étudiants indépendants fiscalement
- ▷ renforcer considérablement les services sociaux et de la médecine préventive de l'université, en particulier les personnels sociaux et les psychologues.
- ▷ différer et faciliter les prêts étudiants (taux zéro).
- ▷ compenser l'âge de départ à la retraite pour la génération qui a eu à affronter la crise sanitaire
- ▷ inscrire dans la loi l'interdiction de toute distinction ou différence de traitement dont seraient victimes, dans le monde professionnel, les personnes ayant été diplômés pendant la période de crise

02

Compléments et consolidation de la formation initiale :

- ▷ sur la base du volontariat des étudiants et sous la responsabilité des équipes pédagogiques locales
- ▷ augmenter réellement les capacités d'accueil et améliorer les taux d'encadrement : recrutement de personnels (enseignants, ingénieurs pédagogiques, personnels dédiés à l'orientation, etc) et création de locaux
- ▷ maximiser l'enseignement en présentiel
- ▷ développer des diplômes universitaires et inter-universitaires spécifiques
- ▷ développer l'accès à l'année de césure pour renforcer les compétences
- ▷ assouplir le calendrier de diplômation pendant une période de transition

03

Renforcement de la formation tout au long de la vie :

- ▷ modulaire, à la carte en présentiel ou distanciel
- ▷ valoriser les outils d'enseignement à distance et les supports pédagogiques que la crise a conduit à mettre en place
- ▷ inscription gratuite dans les universités pendant 10 ans pour les étudiants de la crise souhaitant compléter leur formation
- ▷ accroître les possibilités de financement de formations à destination des demandeurs d'emploi

04

Validation de compétences à l'aide de stages ou de projets :

- ▷ à partir de l'approche compétences et en fonction des difficultés des étudiants, pouvoir proposer des projets ou des stages permettant de travailler sur les lacunes identifiées.
- ▷ aider à l'insertion dans le monde du travail, notamment en créant un partenariat avec les employeurs pour faciliter l'embauche des étudiants diplômés pendant la période COVID-19
- ▷ assumer par l'État tout ou partie de la gratification des stages en entreprise (en particulier dans les TPE, PME et ETI mais aussi laboratoires de recherche)
- ▷ adapter la durée des stages avec des possibilités de prolongations

Faire de la crise une opportunité de changements structurels

Des effets de la crise sont positifs et doivent être capitalisés pour la suite comme : l'agilité observée de la mise en oeuvre et parfois de la simplification des procédures pour les établissements (signature électronique, circuits de décisions simplifiés) ; la meilleure communication (plus directe dans l'urgence) et la création et le renforcement des liens entre tous les acteurs des établissements ; le changement de posture et de relations entre étudiants et enseignants avec des étudiants acteurs de leur formation qui ont proposé des solutions et outils aux enseignants ; l'évolution des cadres par leur responsabilisation.

Pour le SNPTES il y a donc une nécessité de faire le bilan de la période et de valoriser et poursuivre les changements bénéfiques à l'enseignement supérieur et la recherche. Ceci passe inéluctablement par des moyens en adéquation avec les besoins et l'ambition de la France.

La crise fait également prendre conscience à tous, des dégâts de la désinformation, du complotisme et des fake news et de la difficulté de faire entendre la parole scientifique et toute sa complexité.

05

Remettre la pédagogie au coeur des missions :

- ▷ donner des moyens récurrents aux établissements pour qu'ils s'équipent et développent des outils numériques performants et accroissent leurs services d'ingénierie pédagogique
- ▷ développer la formation en pédagogie tout au long de la vie pour les enseignants
- ▷ permettre aux équipes pédagogiques pluricatégorielles de réaliser des supports de cours utiles à la création de cursus à la carte
- ▷ augmenter le tutorat entre étudiants sous la tutelle d'enseignants

06

Travailler sur le bien-être des étudiants :

- ▷ améliorer les conditions d'accueil dans les CROUS (augmenter la taille des chambres et des studios, développer les colocations)
- ▷ assurer l'accès à tous à une alimentation saine par la mise en place d'un chèque restaurant étudiant
- ▷ développer les infrastructures sportives sur tous les campus universitaires
- ▷ créer des centres de soins médicaux au cœur des campus permettant, notamment grâce au tiers payant, d'assurer un accès direct aux soins

07

Faire de la crise une opportunité pour repenser l'enseignement supérieur et la recherche :

- ▷ réaliser un bilan des outils mis en oeuvre pour rendre pérenne ce qui fonctionne (vaste enquête auprès des étudiants et équipes pédagogiques sur les avantages/inconvénients de l'enseignement à distance)
- ▷ développer la modularité des cursus en apportant l'aide nécessaire aux étudiants pour construire leur curriculum
- ▷ rendre les étudiants davantage acteurs de leurs parcours
- ▷ continuer le renforcement opéré entre les équipes pédagogiques et personnels des bibliothèques
- ▷ attribuer des budgets pour l'adaptation des locaux universitaires (lutte contre la vétusté, fermeture de salles de grandes capacités, adaptation des configurations patrimoniales aux nouveaux enjeux pédagogiques)
- ▷ conserver la possibilité de travailler partiellement en télétravail
- ▷ réformer le système marchand de la publication scientifique

08

Remettre l'université et la recherche au coeur de notre société :

- ▷ partager les données de la recherche publique et développer massivement la science ouverte
- ▷ diffuser des contenus faisant l'objet d'un consensus scientifique pour lutter contre la désinformation via des chaînes universitaires (Média vidéo, radio, podcast, etc.)
- ▷ accroître massivement la présence des docteurs dans la société française : dans les entreprises du privé comme dans l'administration publique qui se doit d'être exemplaire sur ce point
- ▷ remettre au coeur du débat publique la parole scientifique et la recherche (en particulier dans les médias publics) en valorisant la vulgarisation scientifique
- ▷ proposer des modules d'autoformation, fiches repères, etc. en accès ouvert pour tous les citoyens
- ▷ mettre la recherche et la formation au coeur de la gestion des crises (sociales, pandémiques, énergétiques, écologiques, etc)
- ▷ sanctuariser l'université comme bien commun et service public

09

Construire une plateforme d'éducation européenne gratuite et ouverte à tous :

- ▷ défendre le droit universel à l'éducation
- ▷ rompre avec la politique de mise en concurrence mondiale des universités

10

Préparer le futur et anticiper les crises :

- ▷ soutenir l'entrepreneuriat des étudiants et l'innovation (soutien économique, incubation dans universités, commande publique, etc.)
- ▷ refonder des établissements de l'enseignement supérieur et de la recherche pour mieux échanger et travailler en réseaux
- ▷ suivre les 9 recommandations de l'UNESCO pour une éducation publique post-COVID-19 ¹

¹ L'éducation dans un monde post-Covid : Neuf idées pour l'action publique. *La Commission internationale sur Les futurs de l'éducation, UNESCO*
Code : ED-2020/WS/16